

# Algérie : un plan au futur

De notre correspondant particulier FARRAH ZIANE

**Le premier plan quinquennal amorçant sa dernière ligne droite, il faut préparer le deuxième, sans précipitation.**

**C**omme ce fut le cas pour le premier, c'est le parti F.L.N. qui trace d'abord les grandes lignes du prochain plan. La dernière session (22 mai) du comité central du parti unique algérien y a consacré ses travaux. S'il est prématuré d'en tirer des conclusions, il est cependant possible de relever que la réflexion est fondée sur la nécessité de « poursuivre et de consolider les conditions d'une prise en charge des contraintes auxquelles sera confrontée l'économie nationale dans les quinze années à venir ». Autant dire que si le prochain plan ne peut en aucun cas être un plan de rupture totale, il devra consacrer les réponses appropriées aux choix que doit faire l'Algérie.

## Priorités

Ces choix sont nombreux et de taille ! Le document qui a servi de base de travail indique qu'« il faudra passer d'une politique volontariste des investissements au réalisme des temps difficiles, réduire la dangereuse dépendance alimentaire, améliorer l'intégration des activités économiques, apporter des réponses satisfaisantes aux besoins sociaux longtemps différés, tout en les "disciplinant" et donner aux générations montantes une société prospère ». Ambitieux, les défis ? « C'est à notre portée, dit-on dans l'entourage du Premier ministre. Et de toute façon, c'est vital dans la situation actuelle de "l'ordre" économique international. »

Premier grand axe que propose la commission : le redéploiement industriel. C'est, pratiquement, la poursuite de la réflexion entamée lors du congrès extraordinaire du parti, en juin 1980 : industrie de base ou industrie de deuxième, voire de troisième génération ? A l'époque, il n'était pas possible de trancher, dans la mesure où de grands projets étaient en cours de réalisation. De plus, on était loin d'être unanime quant à la politique de l'emploi et, il faut le dire, entre les partisans du « capital intensive » et ceux du « labor intensive », le fossé restait assez large.

Aujourd'hui, la situation s'est décan-

tée. Le dilemme des choix industriels semble avoir été dépassé. « Sans parler de rupture avec le concept ancien d'industrialisation qui place l'industrie en général — l'industrie lourde en particulier — comme point de départ, centre et fin en soi du développement, concept qui a conduit, certes, à la mise en place d'une base industrielle mais qui a créé les profonds déséquilibres des surcoûts, un endettement et des dépendances durables, il y a lieu d'établir de nouvelles priorités. » Dans cet ordre d'idées, le secteur industriel devra couvrir les besoins d'une économie appelée à être des plus autocentrées pour relever les défis de notre temps. Cela implique un triple cheminement : approfondir et diversifier les capacités d'exportation pour moins dépendre des recettes pétrolières ; mettre en place un ensemble industriel adapté au développement — qu'il faudra garantir — du secteur agricole ; assurer localement la satisfaction des besoins de première nécessité, alimentaires mais aussi ménagers, sanitaires, etc.

Les Algériens sont très chatouilleux sur la question de la dépendance alimentaire. Et il y a de quoi ! L'importation de produits alimentaires, y compris les biens intermédiaires, a été multipliée par plus de 10 entre 1967 et 1982, passant de 824 millions de DA en 1967 à 8 744,6 millions de DA en 1982. Dans le même temps, les exportations des produits agricoles sont passées de 647,1 millions de DA, en 1967, à 418,4 millions de DA. C'est le résultat d'une grande — trop grande — négligence du secteur au plan des investissements, mais aussi d'une vision « unijambiste » du développement.

## Propositions

Si bien qu'aujourd'hui l'industrie et l'agriculture se plaignent en même temps. L'industrie d'abord : « Conçues pour traiter les produits de l'agriculture, beaucoup d'unités industrielles se trouvent pratiquement bloquées faute de produits. Ces derniers temps, l'ouverture du marché intérieur aux produits agricoles a fait que de nombreuses unités agro-alimentaires ont été quasiment

*paralysées, notamment les unités de jus de fruits, de concentré de tomate, de conditionnement de la sardine, des fruits de mer, etc. Parallèlement, le secteur agricole réclame de plus en plus de machines, d'engrais, de produits phytosanitaires, que l'industrie lui livre trop parcimonieusement à son gré. Ce problème est accentué par le fait que, pour dynamiser l'agriculture, le secteur privé — près de la moitié des terres est constituée par de petites exploitations privées — est de plus en plus sollicité, ce qui le rend fortement demandeur de facteurs de production. Or, et à titre d'exemple, sur 52 000 tracteurs en état de marche, près de 75 % sont détenus par le secteur public. »*

Aussi, pour sortir de la « crise alimentaire », mais aussi pour atteindre les autres objectifs liés à la satisfaction des besoins économiques et sociaux et aux exigences du commerce extérieur, beaucoup de cadres algériens — économistes, dirigeants d'entreprise — pensent qu'il faut s'écarter de la formule « complexes géants » pour appuyer l'intégration, en amont et en aval, sur les petites et moyennes entreprises, tout en y associant l'épargne privée. La commission nationale reprend cette thèse et propose d'« éviter le plus souvent possible de s'engager dans la réalisation de grands complexes intégrés exigeants en temps, hommes et argent, et qui deviennent surtout eux-mêmes la cause d'une nouvelle dépendance vis-à-vis de l'extérieur, parce qu'ils nécessitent le recours soit à une assistance technique étrangère, soit à une maintenance extérieure ».

Sans sacrifier pour autant la technologie la plus récente (petite taille et grand progrès ne sont pas forcément incompatibles), « la petite et moyenne industrie devra être renforcée à tous les niveaux. Les potentialités d'épargne mais aussi de mise en œuvre qui existent dans ce secteur [le secteur privé] doivent être insérées systématiquement dans les processus de planification et de développement ». A ce niveau, donc, deux propositions concrètes : un redimensionnement industriel, qui prolonge — et découle de — la restructuration des entreprises (trois cent cinquante entreprises opérationnelles créées au 1<sup>er</sup> janvier 1983), et qui vient de faire l'objet d'un séminaire national ; une mise à contribution de l'épargne privée dans le cadre de la mobilisation de l'ensemble des moyens nationaux au profit du développement, qui répond très largement à l'opinion de l'Algérien moyen et qui a été récemment codifiée

par une loi sur l'investissement privé, adoptée par l'Assemblée nationale au cours de sa dernière législature.

Une autre décantation salutaire a été effectuée pour ce qui concerne l'emploi. Vers la fin des années 1970 et durant longtemps, on a prôné, notamment dans les milieux syndicaux, une politique de plein emploi. Il fallait alors faire face à un chômage endémique et assurer un revenu minimal à chaque famille. C'était l'époque où un Algérien sur trois était chômeur. Mais le constat lucide fait en 1979 a montré les insuffisances d'une politique beaucoup plus sociale qu'économique. On a trouvé une multitude de travailleurs à des postes où il n'en fallait que quelques-uns. On a pris conscience de l'existence d'entreprises où, comme le rappelle souvent Chadli Bendjedid, la tête — pas toujours pensante — était plus grosse que le corps productif. Dans le même temps, on a trouvé des cadres ayant des capacités scientifiques confiés à des emplois de bureau.

Si la commission nationale retient que le travail est un droit pour tout citoyen, elle relève tout de même qu'étant donné le taux élevé de la croissance démographique, le plein emploi est un objectif actuellement ambitieux ; d'où la nécessité de créer des emplois pour répondre à la croissance démographique tout en agissant sur cette dernière pour la ralentir. A ce sujet, les Algériens se plaisent à rappeler la pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans certains corps de métiers. Cette pénurie peut constituer une importante stimulation dans le domaine de la formation professionnelle adaptée, notamment pour des jeunes, ce qui suppose une valorisation du travail manuel.

Parallèlement, depuis quelque temps, la télévision algérienne consacre de nombreuses émissions au facteur démographique. L'objectif est de convaincre les familles algériennes que les implications d'un ordre économique international injuste entraînent une régulation des naissances qui tient compte des données socio-économiques du pays. « Pour qu'une société connaisse un développement équilibré, il faut nécessairement que sa cellule de base, la famille, soit équilibrée dans sa composition et dans ses capacités à s'assumer elle-même. C'est le fondement même d'une vie meilleure pour tous. » Malthusiens, les planificateurs ? Réalistes. Et soucieux de ne pas léguer aux générations montantes les désillusions de rêves démesurés.

F.Z.